

CENTRE DE DROIT MARITIME ET OCÉANIQUE
EA n° 1165
Institut Universitaire Mer et Littoral FR CNRS n° 3473
Communautés d'universités Bretagne-Loire (UBL)

Centre de Recherche
Spécialisé en Droits Maritimes



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017



Centre de Droit Maritime et Océanique
Faculté de Droit et des Sciences Politiques
Chemin de la Censive du Tertre - BP 81307
44313 Nantes cedex 3 - FRANCE
Tél. (33) 02 40 14 15 34
Fax: (33) 02 40 14 15 00
email : cdmo@univ-nantes.fr
www.cdmouniv-nantes.fr/

RAPPORT D'ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE

2017

Table des matières

Préambule.....	2
I - Axes de recherche du CDMO.....	4
II - Travaux et publications des membres par axes de recherche.....	5
Axe I - « Gouvernances des espaces ».....	5
Axe II - « Activités Maritimes et Océaniques ».....	9
Axe III - Sécurité et Sûreté Maritimes	14
III - Publications du CDMO.....	15
1 - Neptunus, revue électronique du CDMO.....	15
2 - ADMO	16
3 - Billets du carnet de recherche Human Sea	17
IV - Colloques du CDMO	19

Préambule

L'année 2017 est la nouvelle année du contrat quinquennal 2017—2021 et constitue une nouvelle année de transition dans les publications collectives et les projets collectifs de recherche du CDMO. Depuis le 1^{er} janvier 2017, la direction du CDMO est assurée par François MANDIN.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'IUML est dirigé par Franck SCHOEFS. Odile DELFOUR-SAMAMA est directrice adjointe. Régis BARON est directeur-adjoint pour l'Ifremer. L'IUML (FR CNRS n° 3473) a été créé le 1^{er} janvier 2012. Il a été dirigé par le professeur Pascal JAOUEN, co-dirigé par Philippe HESS, chercheur de l'IFREMER et Patrice GUILLOTREAU, professeur d'économie à l'IEMN-IAE, reliant l'université de Nantes, l'IFREMER Nantes, les universités d'Angers, du Mans, l'université de Bretagne-sud, et l'Ecole centrale de Nantes. Le Centre de Droit Maritime et Océanique (CDMO) en fait partie. La Fédération est rattachée à l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes du CNRS. Depuis janvier 2017, l'IUML est également rattaché à l'INSHS. Ont également rejoint l'IUML : l'ENSM, l'ENSAM, le laboratoire IREENA et le Centre François Viète.

Valérie BORE est devenue membre du groupe de travail « Content and Evolution of Rules of Interpretation », au sein de l'International Law Association (I.L.A.) pour la période du mandat : 2016-2020.

Gwenaél PROUTIERE-MAULION est toujours Vice présidente « Affaires européennes et relations internationales » de l'Université de Nantes.

Patrick CHAUMETTE poursuit l'animation du programme HUMAN SEA. Le colloque final « Transforming the ocean law by requirement of the marine environment conservation - La transformation du droit de l'océan par l'exigence de conservation de l'environnement marin » se déroulera à Nantes, à la Cité des Congrès du 15 octobre 2018 au 17 octobre 2018.

Martin NDENDE, en détachement auprès des Nations Unies, en qualité de Conseiller Juridique Hors-Classe, anime les équipes « Travail Juridique et des Contrats économiques », « Ressources naturelles et développement durable » et coordonne l'équipe d'experts sur l'Economie bleue ». Il a participé en tant que coordinateur au « Programme pluri-annuel de renforcement des capacités des fonctionnaires, cadres et experts africains dans le domaine de « l'Economie bleue » » (Programme réalisé sous l'égide des Nations-Unies (CEA) et avec le Partenariat de l'Union Africaine et des organisations maritimes internationales et régionales (OMI, FAO, TIDM, DOALOS, UNESCO, OMAOC, etc)-Lancement Addis-Abéba, Décembre 2017/Janvier 2018). Martin NDENDE est également professeur associé : 1/ à la Columbia Center on Sustainable Investment. Il participe dans ce cadre depuis 2014 au programme : *“Planning, negotiating, implementing, and monitoring large-scale investments”* (Columbia Law School, Columbia University) – Depuis Novembre 2014 à ce jour ; 2/Groupe de Recherche en Droit des ressources naturelles et de l'Energie, Université de Laval, Canada, depuis Décembre 2017. Il intervient également comme professeur invité à la Penn State University (USA). Il anime dans ce cadre un cycle de « *Conférences de Droit minier et pétrolier* » (Department of African Studies, Depuis Mars 2015 à ce jour). Martin NDENDE dirige avec Isabelle BONGARCIN la Collection «Affaires maritimes et Transports » aux éditions L'Harmattan.

Caroline DEVAUX qui a pris ces fonctions au 1^{er} Septembre 2017 est venu renforcer le CDMO sur des thématiques de droit commercial international. Caroline DEVAUX dirigée par Horatia Muir Watt a soutenu en 2016 sa thèse sur "la fabrique du droit du commerce international: réguler les risques de capture". Elle participe aux groupes de travail « Vers un droit commun universalisable ? » (Ss. dir. Mireille Delmas-Marty et Kathia Martin-Chenut, Collège de France) et «RSE et métamorphoses du droit" (Ss dir. Kathia Martin Chenut).

Docteurs du CDMO et soutenance de thèse

En 2017, le CDMO comprend 23 doctorants dont 4 nouvelles inscriptions.

François DANIEL, « *La réglementation des activités humaines et professionnelles en mer, Approche juridique comparée entre la France et l'Allemagne* », Sous la direction de François Mandin et Patrick Chaumette.

Ibrahima FEDIOR DIA, « *D'un cadre national à l'internationalisation du droit social des gens de mer : l'application du droit international du travail maritime en Afrique francophone de l'Ouest* », Sous la direction de François Mandin et Patrick Chaumette.

Alowanou Patrice EDORH KOMAHE, « *Les activités maritimes face aux nouveaux risques : l'assurance entre défis et innovation* » ? Sous la direction de François Mandin et Gael Piètte.

Ramah EL TAYEB EL SADDIG, « *À la confluence du droit byzantin et du droit musulman : contrats et investissements de l'aventure maritime ?* », Sous la direction de Dominique Gaurier, Alexandre Jeannin et de Frantz Mynard.

En 2017, une thèse de doctorat en droit a été soutenue au CDMO : Marie BOURREL – MCKINNON, *Anticipation et maîtrise des risques de dommages causés par le navire à l'environnement durant son cycle de vie*, Sous la direction de : Jean-Pierre BEURIER, 10 novembre 2017, 2 volumes - 1414 pages + Annexes.

Programme UN-e-Sea, (Université numérique des sciences de la mer)

Patrick CHAUMETTE a poursuivi l'internationalisation des enseignements de master 2 avec la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Patrick CHAUMETTE a également participé à la Cérémonie de remise des diplômes de la première promotion du M2DSAMO, à Abidjan, dans le cadre de la coopération avec l'Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) et de l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM). La seconde promotion a été accueillie et la programmation de l'année universitaire, choix et méthodologie du mémoire ont été mis en place (Abidjan, 8-10 novembre 2017).

Patrick CHAUMETTE et François MANDIN ont reçu une délégation du Centre Trainmar de Dakar. Cette réception a été suivie d'une visite du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire et des Chantiers de l'Atlantique (3 et 4 avril 2017).

Publications du CDMO

Le Centre de Droit Maritime et Océanique publie chaque année, depuis 1974, l'Annuaire de Droit Maritime et Océanique (ADMO) tome XXXVI en 2017, depuis 23 ans, la revue électronique Neptunus, et organise les Journées de l'Observatoire des Droits des Marins, depuis 2004.

En plus de l'Annuaire de Droit Maritime et Océanique, T. XXXV de 2017, le CDMO a publié dans le cadre du programme ERC n° 340770, Human Sea, deux ouvrages collectifs :

- Patrick CHAUMETTE (dir.), *"Economic challenge and new maritime risks management: What blue growth? - Challenge économique et maîtrise des nouveaux risques maritimes : Quelle croissance bleue ?"* - Gomylex Ed., Bilbao, 2017, 480p..
- Patrick CHAUMETTE (dir.), *« Maritime areas: control and prevention of illegal traffics at sea - Espaces marins : Surveillance et prévention des trafics illicites en mer »*, Gomylex, Bilbao, 2016, 316p.

I - Axes de recherche du CDMO

Le projet du CDMO du contrat quinquennal 2017-2021 est construit autour des mêmes axes de recherche du contrat précédent :

Axe 1 « Gouvernances des Espaces ».

Sont principalement envisagées : l'étude des problématiques de délimitations des zones maritimes (zone économique exclusive ; haute mer ; aires maritimes protégées pour les espèces) et du fonctionnement de institutions internationales ; l'étude et du suivi des textes internationaux et de la jurisprudence internationale relative au droit maritime ; l'étude des littoraux, du domaine public maritime et des ports. Sont ici approfondies des thématiques antérieures mais dans des perspectives renouvelées, notamment en termes de partenariats.

Axe 2 « Activités Maritimes et Océaniques ».

Sont réunis, pour une plus grande cohérence et une efficacité accrue, divers axes anciens autour du lien entre l'homme et les activités maritimes de transport, sportives, touristiques mais aussi d'exploration et d'exploitation.

Axe 3 « Sécurité et Sûreté Maritimes ».

Il s'agit d'étudier les risques liés à l'usage de la mer - que le risque soit lié au transport maritime, aux pollutions d'hydrocarbures ou à la piraterie – et cela, dans un contexte de

forte internationalisation. Cet axe reflète la capacité de l'équipe à « labourer » des thématiques classiques tout en les ouvrant à des phénomènes connaissant un regain d'actualité, notamment du fait des innovations technologiques.

Une approche transversale d'étude est consacrée à l'histoire du droit maritime, chacun des trois axes comportant une dimension historique.

II - Travaux et publications des membres par axes de recherche

Axe I - « Gouvernances des espaces ».

Sont principalement envisagées : l'étude des problématiques de délimitations des zones maritimes (zone économique exclusive ; haute mer ; aires maritimes protégées pour les espèces) et du fonctionnement des institutions internationales ; l'étude et le suivi des textes internationaux et de la jurisprudence internationale relative au droit des espaces marins ; l'étude des littoraux, du domaine public maritime et des espaces portuaires. Le programme relatif à « La compréhension des socio-écosystèmes littoraux et marins pour la prévention et la gestion des risques » (COSELMAR) présenté par la Fédération CNRS Institut Universitaire Mer et Littoral FR CNRS n° 3473 a pris fin en 2017. Ce programme auquel était associé le CDMO était coordonné par *Philipp Hess*, directeur de l'unité de recherche Environnement, Microbiologie et Phycotoxines (EMP), Ifremer et *Sophie Pardo*, maître de conférences en sciences économiques à l'université de Nantes, LEMNA

Le Centre de Droit Maritime et Océanique était associé à ce projet dans le cadre d'un axe transversal et international visant, à travers l'identification du risque que fait peser sur la biodiversité marine l'introduction d'espèces invasives, à examiner la pertinence du cadre juridique international. Cette étude s'inscrivait également dans une perspective comparatiste. Elle consistait à confronter, sur cette question, les législations canadiennes et françaises. Le projet était, pour le CDMO, coordonné par Odile DELFOUR.

Ce projet, retenu par la Région Pays de la Loire, porté par l'Ifremer et l'université de Nantes, institutions réunies au sein de la fédération de recherche Institut Universitaire Mer et Littoral (IUML, FR CNRS 3473, s'inscrivait dans un contexte marqué par des conflits d'intérêt liés aux usages des ressources et des espaces maritimes, conflits potentiellement exacerbés par l'augmentation de la pression anthropique sur un environnement marin particulièrement fragile mais également par le constat que les usagers de l'espace maritime sont de plus en plus exposés aux risques naturels. Il apporte une meilleure compréhension des écosystèmes littoraux et marins et des ressources associées, ainsi qu'une réflexion sur la gestion et la prévention des risques engendrés par les facteurs naturels et anthropiques. Il intègre d'intégrer des travaux scientifiques interdisciplinaires autour de ces questions et a permis de construire une véritable expertise sur les risques en milieu littoral et marin.

Les résultats de la recherche sont disponibles sur : <http://www.coselmar.fr/resultats/livret-de-presentation-des-resultats-de-coselmar.html>

Publications

1. Ouvrages et participation à des ouvrages collectifs

Jean-Pierre BEURIER, *Droit international de l'environnement*, Pédone Paris, 2017, 628 p.

Valérie BORÉ-EVENO, « *L'interprétation de l'article 121 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer par la Cour internationale de Justice* », in R. Virzo [Dir.], *Les tribunaux internationaux et l'interprétation de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* (Actes du VIème colloque de l'AssIDMer), à paraître,

Valérie BORÉ-EVENO, « *Les mesures conservatoires dans l'affaire du différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire*. TIDM (chambre spéciale), 7^{ord}onnance du 25 avril 2015 », *A.F.D.I.*, 2015, pp. 699-724

Dominique GAURIER, « *L'eau dans tous ses états : un droit maîtrisé pour tous ou un droit réservé à certains ?* », chapitre I, in *Police de l'eau. Réglementer les usages de l'eau : un défi permanent*, sous la direction d'Anthony Mergey et de Frantz Mynard, Éditions Johannet 2017, Actes de la journée sur la police de l'eau tenues à la Faculté de droit de Rennes le 21 mars 2014, p. 15-30

Dominique GAURIER, *Collection de textes relatifs à l'histoire du droit international depuis l'Antiquité jusqu'à la Révolution française*, en collaboration avec la professeure Emmanuelle Tourme-Jouannet (Sciences Politiques Paris) et Alix Toublanc (Paris I), 604 p., 2017, téléchargeable sur le site <Histoire globale des idées internationalistes> en version pdf libre d'accès

Dominique GAURIER, « Gentili (Alberico) », « Grotius (Hugo) », « Salamanque (École de) », in *Dictionnaire de la guerre et de la paix* sous la direction de Benoît Durieux, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Frédéric Ramel, PUF (coll. « Quadrige »), Paris 2017, p. 591-594, 614-617, 1243-1245 ;

Dominique GAURIER, Articles « Barbarie », « Code Lieber », « Paquale Fiore », « Hugo Grotius », « Humanité », « Immanuel Kant », « James Lorimer », « Andrei Vychinski » (en collaboration avec Olivier Beauvallet), in *Dictionnaire encyclopédique de la justice pénale internationale*, sous la direction de Olivier Beauvallet, Berger Levrault, Paris 2017, p. 115-118, 179-180, 459-460, 493-494, 524-527, 601-602, 636-637, 1007-1009 ;

Dominique GAURIER, « Les préambules des ordonnances françaises entre les XVII^e et XVIII^e siècles : propagande et véritable programme législatif ? », in *Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Marie Cauchies*, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles 2017, p. 355-372 ;

Dominique GAURIER, « Sources in the Modern Tradition. An Overview of the Sources in the classical works of International Law », in *The Sources of International Law*, ed. by Samantha Besson and Jean d'Aspremont, with the assistance of Sévrine Knuchel, O.U.P., 2017, p. 85-98

Renan Le MESTRE, *La redéfinition des rapports du Royaume-Uni et des îles sous sa souveraineté de la mer des Caraïbes et de l'Atlantique du Nord-Ouest*, ADMO, 2017, p. 77.

Sylvain MERCOLI, *La contractualisation des ressources minérales profondes par l'AIFM : une approche privative ?*, ADMO, 2017, p. 193

Michel MORIN, *Les 50 ans de l'allocution d'Arvid Pardo aux Nations Unies*, ADMO, 2017, p. 13)

Frantz MYNARD (Ss. la direction de Anthony Mergey et Frantz Mynard), *La police de l'eau : Réglementer les usages des eaux : un défi permanent*, Ss. la direction de Anthony Mergey et Frantz Mynard, Edition Johannet, 2017.

2. Articles dans des revues à comité de lecture

Patrick CHAUMETTE, « *L'accord-cadre de 2010 entre la France et Maurice sur la cogestion de l'île de Tromelin : Modèle ou épouvantail ?* », Neptunus, e.revue Université de Nantes, vol. 23, 2017/1 www.cdm.univ-nantes.fr

Michel MORIN, *La pêche dans les eaux de l'archipel du Spitzberg/Svalbard*, Annuaire du droit de la mer 2016 (INDEMER, Monaco), décembre 2017

Michel MORIN, *L'accord de la FAO sur le contrôle des navires de pêche par l'Etat du port*, DMF, 2017, n° 788, p. 71.

3. Autres publications, Notes de jurisprudence, vulgarisation,

Valérie BORE, « *L'arrêt de la chambre spéciale du TIDM dans l'affaire du différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire* », *Carnet de recherche "Hypothèses"*, billet publié le 2 novembre 2017 (<http://humanseahypotheses.org/924>)

Valérie BORE, « *Le cadre juridique international de la lutte contre le terrorisme maritime* », Séminaire sur *Le Terrorisme maritime*, organisé par l'Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI), Abidjan (Côte d'Ivoire), 5-7 décembre 2017

Patrick CHAUMETTE, « *Tiran et Sanafir, îles entre Sinaï et Péninsule Arabique* », *Carnet de recherche Human Sea*, billet publié le 4 juillet 2017, <https://humanseahypotheses.org/828>

Michel MORIN, *Chronique de jurisprudence de la Cour de Justice de l'UE*, DMF, 2017, n° 790.

Michel MORIN, *Tribunal arbitral de l'annexe VII CNUDM, 5 septembre 2016 – Rétention d'un navire de soutage par l'Etat côtier*, DMF, 2017, n° 795.

Michel MORIN, *Tribunal maritime de Bordeaux, 13 janvier 2017 – Compétence civile et pénale pour juger d'un abordage à 30 NM des côtes françaises*, DMF, n° 794.

Michel MORIN, *Tribunal maritime de Bordeaux, 7 octobre 2016 – Sur la portée de la compétence du tribunal maritime*, DMF, mai 2017, n° 791.

Michel MORIN, *La pollution de l'air par les navires : la fracture atmosphérique de la latitude 48°30' en Atlantique Nord-Est*, Neptunus vol. 23/3 ;

Michel MORIN, *L'arbitrage sur le différend maritime entre la Slovénie et la Croatie*, Neptunus vol. 23/4

Frantz MYNARD, « Des polices des cours d'eau aux traités des eau : formation(s) d'un champ doctrinal (1789-1898) », chap. 6, dans Anthony MERGET et Frantz MYNARD (Dir.), *La police de l'eau - Réglementer les usages des eaux : un défi permanent*, éditions Johanet, Paris, 2017, 416 p., p. 133-181.

4. Colloques, conférences et séminaires

Jean-Pierre BEURIER, *L'influence de la sentence arbitrale de 2016 sur les îles Spratleys (Philippines c/ Chine) sur les possessions françaises*, Académie de Marine, Paris, juin 2017

Jean-Pierre BEURIER, *La gouvernance des océans, Séminaire de l'ONU, Commission économique pour l'Afrique*, Abidjan juin 2017

Jean-Pierre BEURIER, *Conclusions du colloque « les enjeux maritimes et littoraux des collectivités territoriales : quelles réponses juridiques ? »*, Université du Littoral-côte d'Opale, LARJ, septembre 2017

Jean-Pierre BEURIER, *L'archéologie sous- marine entre science et droit*, La Baule, Juillet 2017

Patrick CHAUMETTE, « 50 ans de Droit de la Mer et de Droit Maritime », en coopération avec le professeur Jean-Pierre BEURIER, émérite, in *50 ans de nuances de Droits*, 50^{ème} anniversaire de la récréation de la Faculté, vendredi 13 octobre 2017, Faculté de Droit et des Sciences Politiques, université de Nantes.

Patrick CHAUMETTE, « Une dynamique régionale de l'approche mondiale globale des océans ? », in Colloque *L'Union européenne et la mer. 60 ans après les Traités de Rome*, AMURE, Université de Bretagne Occidentale, Brest, 23 et 24 novembre 2017.

Odile DELFOUR, *Les évolutions en matière de protection des milieux marins*, Journée d'étude « La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages », DCS, Faculté de droit, Université de Nantes, 15 mars 2017.

Danilo GARCIA CACERES, Odile DELFOUR, « Effectiveness of International Environmental Law Towards the Conservation of Marine Protected Areas beyond National Jurisdiction », 4^{ème} Congrès des AMP, La Serena, Chili, Septembre 2017.

François MANDIN, *Agir sous la mer : Plongée, patrimoine culturel maritimes : usages et conflits d'usages : que dit le droit ?*, Journées d'études de l'Ecole Navale « Agir sous la mer », 7^{ème} édition des journées d'histoire navale, 11 mai 2017

Frantz MYNARD, Organisation du colloque « Que faire avec un cadavre? », journée d'étude, le 13 avril 2017 tenue à Nantes, en présence du Pr. Louis de CARBONNIERES, et de M. David CHARABIDZE, maître de conférences et expert judiciaire (entomologie médico-légale).

Frantz MYNARD, « Le débat judiciaire causé par la capitulation du lieutenant Marin face à Abd el-Kader (Algérie – 1847) », dans *La désobéissance militaire. Terre & Mer*, tenu à Boulogne sur Mer, le 10 novembre 2017). Partenariat avec le DCAJM (Dépôt Central des Archives de Justice Militaire). Actes du colloque à paraître dans *La désobéissance militaire* aux Presses du Septentrion (courant 2018)

Martin NDENDE, *“La gouvernance des ressources et des activités maritimes pour un développement durable en Afrique”*, Colloque international organisé par les Nations-Unies (CEA) pour un Dialogue des Politiques, 21-23 Juin 2017, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Martin NDENDE, *Introduction sur la réforme de la législation et de la politique minière et pétrolière du Tchad*», Séminaire des Nations-Unies (CEA) sur la réforme de la législation et de la Politique minière et pétrolière de la République du Tchad, N'djaména, 1-4 Août 2017.

Martin NDENDE, *Transboundary Natural Resources Disputes in Africa Policies, Institutions and Management Experiences*, United Nations (UNO-ECA) Workshop, 20-21 June 2017, Abidjan, Côte d'Ivoire + Expert Group Meeting, Addis-Ababa, 19 September 2017

Martin NDENDE, *Présentation de la Stratégie Nationale pour la mer et le littoral de la République du Togo*, Séminaire des Nations-Unies (CEA) pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'Economie bleue et de la Planification économique au Togo, Lomé, 30 Octobre au 03 Novembre 2017.

Martin NDENDE, *Le cadre juridique et réglementaire de l'Economie bleue au Togo*, Séminaire des Nations-Unies (CEA) pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'Economie bleue et de la Planification économique au Togo, Lomé, 30 Octobre au 03 Novembre 2017.

Martin NDENDE, *Le cadre institutionnel et la coopération régionale dans le domaine de l'Economie bleue en Afrique de l'Ouest et du Centre*, Séminaire des Nations-Unies (CEA) pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'Economie bleue et de la Planification économique au Togo, Lomé, 30 Octobre au 03 Novembre 2017.

5. Thèses soutenues Marie BOURREL – MCKINNON, *Anticipation et maîtrise des risques de dommages causés par le navire à l'environnement durant son cycle de vie*, Sous la direction de : Jean-Pierre BEURIER 10 novembre 2017, 2 volumes - 1414 pages + Annexes.

Axe II - « Activités Maritimes et Océaniques ».

Les travaux développés dans ce second axe concernent essentiellement :

1. Les activités maritimes de transport, de pêche, de plaisance, les contrats de transport et d'affrètement, les assurances maritimes
2. Les nouvelles activités en mer ou sur le plateau continental, liées aux énergies fossiles ou renouvelables et les statuts des personnels travaillant en mer.
3. L'évolution et l'internationalisation des relations de travail maritime et portuaire, des conflits sociaux et des négociations collectives transnationales,

Publications

1. Ouvrages et participation à des ouvrages collectifs

Patrick CHAUMETTE, *« La pêche dans la politique maritime européenne »*, in *Environnement et développement durable dans les politiques de l'Union Européenne –*

Actualités et défis, G. BROVELLI et M. SANCY (dir.), PUR, Presses Universitaires de Rennes, 2017, pp. 193-208.

Patrick CHAUMETTE, « *Cuestiones Introductorias sobre los restos actuales y futuros de las condiciones de vida y de trabajo de la Gente de Mar* », *Problemas actuales y cambios futuros del Derecho del Trabajo Marítimo*, O. FOTINOPOULOU-BASURKO (dir.), Gomylex ed., Bilbao, 2017, pp. 15-60.

Dominique GAURIER, *Digeste*, avec la *Palingénésie du commentaire d'Ulpien sur l'Édit du prêteur*, Préface du professeur Pascal Pichonnaz, Université de Fribourg (Suisse), Ed La Mémoire du droit, Paris, 2017 ;

Dominique GAURIER, « De l'*actio in factum* du droit romain et de l'*action on the case* du droit classique anglais : une comparaison est-elle possible ? », in *Liber amicorum, Mélanges en l'honneur de François Collart Dutilleul*, Dalloz, Paris 2017, p. 387-397.

Dominique GAURIER, *Les deux livres de la plaidoirie espagnole* d'Alberico Gentili, introduction, traduction et notes de D. Gaurier, PULIM (Cahiers d'Anthropologie juridique n° 49), Limoges 2017, 309 p.

François MANDIN, *Le statut social des marins à la plaisance commerciale, Essai de délimitation du champ d'application de la MLC et de ses effets* in « *Problemas actuales y cambios futuros del derecho del trabajo marítimo*, (Ss la dir. Olga Fotinopoulos Basurko), Gomylex editorial, 2017, p. 277 à 306.

Martin NDENDE, Avant-propos à l'ouvrage de Mme Alvine Bélice HAPPI : "*Les autoroutes de la mer*", Préface Prof. Philippe DELEBECQUE, Collection Affaires maritimes et transports, Editions L'Harmattan, Paris, 2017.

Martin NDENDE, Préface à l'ouvrage de Mr. Robert KANGEU EKEUH: "*Le Droit des espaces maritimes de la République du Cameroun*", Editions du Sud, Abidjan, 2017.

Gwenaële PROUTIERE—MAULION, Helen MAULION, Yvonne GUICHARD CLAUDIC, *La mer au féminin, Essai pluridisciplinaire sur l'évolution du rôle et du statut des femmes dans les activités maritimes*, ADMO, 2017, p. 341

2. Articles dans des revues à comité de lecture

Patrick CHAUMETTE, « *Piraterie et Proposition d'Amendements 2017 de la Convention MLC 2006 de l'OIT* », Neptunus, e.revue Université de Nantes, vol. 23, 2017/2 www.cdmo.univ-nantes.fr

3. Autres publications, Notes de jurisprudence

Patrick CHAUMETTE, « *Le travail maritime international entre port et domicile* », CA Aix-en-Provence, 9^{ème} ch., 8 janvier 2016, DMF 2017, n° 787, pp. 29-35.

Patrick CHAUMETTE, « *Interruption de la prescription des créances salariales maritimes* », Cass. soc., 10 janvier 2017, n° 15-13.007, DMF, 2017, n° 790, pp. 308-310.

Patrick CHAUMETTE, « *Licenciement injustifié au lamanage* », CA Poitiers, Ch. soc., 24 février 2016, n° 15/00789, DMF 2017, n° 791, pp. 417-422.

Patrick CHAUMETTE, « *Marin en Nouvelle Calédonie : aucune affiliation sociale ?* », CA Nouméa, Ch. soc., 18 août 2016, n° 15/00037, DMF 2017, n° 791, pp. 423-427.

Patrick CHAUMETTE, « *Contrat de convoyage et/ou contrat d'engagement maritime ?* », Cass. Soc. 7 décembre 2016, n° 15-5669, DMF 2017, n° 793, pp. 579-585.

Patrick CHAUMETTE, « *Le licenciement abusif d'un skipper professionnel* », CA Basse-Terre, ch. soc., 15 mai 2017, arrêt n° 170, aff. n° 15/00086, DMF 2017, n° 793, pp. 586-595.

Patrick CHAUMETTE, « *Délégué de bord : l'officier suppléant le capitaine est éligible* », note sous CE ch. Réunion, 31 mars 2017, n° 396248, DMF 2017, n° 794, pp. 705-710.

Patrick CHAUMETTE, « *Le statut de contrôleur des pêches aux TAAF* », CA Saint Denis de la Réunion, ch. soc. 16 décembre 2016, n° RG 14/02298, DMF 2017, n° 796, pp. 878-882.

Patrick CHAUMETTE, « *Protection sociale et résidence du marin - Décret n° 2017-307 du 9 mars 2017 relatif à l'affiliation des gens de mer marins, résidant en France et embarqués sur un navire battant pavillon d'un Etat étranger, mentionnés à l'article L. 5551-1 du code des transports, aux régimes gérés par l'Etablissement National des Invalides de la Marine, JORF n° 60 du 11 mars 2017* », Carnet de recherche Human Sea, billet publié le 13 mars 2017, <http://humansea.hypotheses.org/787>
<http://www.obs-droits-marins.fr/actualites.html?idArticle=550>

Patrick CHAUMETTE, « *Financement des Seamen's Clubs : une avancée au bout d'un long chemin - Décret n° 2017-423 du 28 mars 2017 portant application de la loi pour l'économie bleue et modifiant le code des transports art. 2 et 6 (JORF n° 76 du 30 mars 2017)* », <http://www.obs-droits-marins.fr/actualites.html?idArticle=551>

Patrick CHAUMETTE, « *La révision de la Convention n° 185 de l'OIT de 2003 relative à la Pièce d'identité des gens de mer (PIGM)* », Carnet de recherche Human Sea, billet publié le 26 juin 2017 <https://humansea.hypotheses.org/817>

Patrick CHAUMETTE, « *La fin du pétrole offshore ? Au-delà du symbole ?* », Carnet de recherche Human Sea, billet publié le 11 décembre 2017, <http://humansea.hypotheses.org/945>

Florian THOMAS "Contrat d'engagement maritime international : comparaison obligatoire des lois d'autonomie et du lieu habituel de travail. Note sous Cass. soc. 1^{er} février 2017, n 15-23723", DMF, mars 2017, p. 211.

4. Colloques, conférences et séminaires

Patrick CHAUMETTE, Rencontre avec Jean-Pierre BOURGUIGNON, président du Conseil Européen de la Recherche, *Les 10 ans de l'ERC, Expériences des contrats ERC*, présentation de l'ERC Advanced Grants 2013 n° 430770, Human Sea, Université Bretagne-Loire, amphitheâtre Ricordeau, Nantes, 24 mai 2017.

Patrick CHAUMETTE, Présentation du programme européen ERC 340770 Human Sea et présidence d'une conférence « Prenons la mer avec l'Europe », Fête de l'Europe, Maison de l'Europe, Cosmopolis, Nantes, 3 mai 2017.

Patrick CHAUMETTE, Communication au colloque « Processus de recherche, interculturalité et interdisciplinarité : regards de doctorants internationaux », Journées Scientifiques de l'université de Nantes, La Cité des Congrès, 2 juin 2017.

Patrick CHAUMETTE et François MANDIN, "Aspectos Introductorios del Derecho Social Europeo y los Derechos de la Gente de Mar", Bilbao, universidad del País Vasquo, MODULO Jean MONNET, Derecho Social Europeo y Gente de Mar, O. FOTINOPOULOU-BASURKO (dir.), 3 février 2017.

Patrick CHAUMETTE, Conférence aux Conseils Economiques, Sociaux et Environnementaux régionaux (CESER) de Normandie, Bretagne, Pays de la Loire et Nouvelle Aquitaine, « *La dimension juridique des nouvelles activités en mer, « espaces marins, nouvelles installations et protection de l'environnement marin* », Conseil régional des Pays de la Loire, Nantes, 9 mars 2017.

Patrick CHAUMETTE, Conférence à l'université Aristote de Thessalonique, « Le droit social européen des gens de mer, entre conventions internationales et droit social général », visioconférence, 9 mars 2017.

Patrick CHAUMETTE, « La Convention du Travail Maritime de 2006 de l'OIT à l'origine d'une extension internationale de la protection sociale des gens de mer ? », Colloquium portant sur *Le Décret n° 2017-307 du 9 mars 2017 sur les charges sociales » Marins navigants sous pavillon étranger et résidents en France. Analyse juridique et fiscale, les différents aspects pratiques*, Captains's Forum, Yacht Club, Monaco, 17 mai 2017.

Patrick CHAUMETTE, Présidence d'une séance « Les métiers et le travail », colloque *La mer convoitée : métiers, usages et régulations*, Programme régional COSELMAR, Institut universitaire Mer et Littoral (IUML), Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, 8 et 9 juin 2017

Patrick CHAUMETTE, Organisation, animation et présidence des "Journées d'études 2017 de l'Observatoire des Droits des Marins", *L'impact de la Convention internationale 188 de 2007 de l'OIT sur la pêche : Etat des lieux des conditions de travail à la pêche - Analyse et champ d'application de la C188- C188/CTM 2006 : Ressemblances et différences*, Programme européen ERC Advanced Grants 2013, Human Sea, n° 340770, Réseau de recherche international sur le travail maritime *Maritime Work Watch*, coordonné par l'université du Pays Basque, Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, 15 juin 2017 - 16 juin 2017.

Patrick CHAUMETTE, Organisation, animation et présidence du Séminaire, « L'exploration et l'exploitation offshore gazière et pétrolière. Prévention et responsabilité civile », Programme européen ERC Advanced Grants 2013, Human Sea, n° 340770, Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, Nantes, 28 juin 2017.

Patrick CHAUMETTE, Conférence « Particularisme et Évolution du statut professionnel des marins », association La Calebasse, Exposition « Habiter la mer, marins aujourd'hui », Le Croisic, 18 juillet 2017.

Patrick CHAUMETTE, « Le droit social des gens de mer entre particularisme international et imbrication nationale », 4^{ème} Journée du Droit du Travail Maritime, DIRECCTE Occitanie et Provence Alpes Côte d'Azur, Sète, 19 septembre 2017.

Patrick CHAUMETTE, Participation au Conseil Supérieur des Gens de Mer, Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, Tout Séquoia, Paris La Défense, 16 novembre 2017.

Dominique GAURIER, Table ronde sur « L'avenir de la police de l'eau », Animation Patrick Le Louarn, in *Police de l'eau. Réglementer les usages des eaux : un défi permanent*, sous la direction d'Anthony Mergey et de Frantz Mynard, Éditions Johannet 2017, Actes de la journée sur la police de l'eau tenues à la Faculté de droit de Rennes le 21 mars 2014, p. 349-411

Dominique GAURIER, 12 octobre 2017, « Le capitaine de navire : d'une formation sur le tas à l'exigence d'une formation technique. Les avancées de l'ordonnance de la marine de 1681 », dans le cadre des *Journées d'Études « Être capitaine en Europe de la fin du Moyen-Âge au XX^e siècle. Savoir-faire et savoir-être d'une profession maritime »*, organisées par le CRHIA, Université de Nantes.

Dominique GAURIER, 27 novembre 2017, « La libre circulation des citoyens européens dans l'espace Schengen », dans le cadre du *Séminaire doctoral « Circuler en et hors Europe »* sous le patronage de l'Institut d'Études européennes et globales ;

Dominique GAURIER, 27 novembre 2017, « La circulation maritime dans et hors l'Europe », soumission d'une vision synthétique dans le cadre du *Séminaire doctoral « Circuler en et hors Europe »* sous le patronage de l'Institut d'Études européennes et globales ;

Dominique GAURIER, 4 décembre 2017, présentation de ma traduction du Digeste devant les L1 et L2 en droit de l'université de Vannes ;

Dominique GAURIER, 7 décembre 2017, conférence devant les étudiants de M1 Histoire du droit et de M2 Droit maritime et océanique sur « Un procès en sorcellerie intenté en 1944 », à propos du procès contre Helen Duncan sur le torpillage du H. M. S. *Barham* en 1941

François MANDIN et Patrick CHAUMETTE “Aspectos Introductorios del Derecho Social Europeo y los Derechos de la Gente de Mar”, Bilbao, universidad del País Vasquo, MODULO Jean MONNET, Derecho Social Europeo y Gente de Mar, O. FOTINOPOULOU-BASURKO (dir.), 3 février 2017.

Michel MORIN, L'impact de la convention internationale 188 sur la pêche, communication intitulée « Complémentarité du contrôle par l'Etat du port à l'encontre de la pêche illégale et sur le respect de la convention OIT 188 », Journées d'études 2017 de l'observatoire des droits des marins.

Martin NDENDE, La problématique de la modernisation des marines marchandes africaines” Forum International de CRANS Montana (Ports Club Program, “Africa in the New World maritime Economy: Hope and Concerns”), 16-21 Mars 2017 Dakhla, Morocco.

Martin NDENDE, Mémoire et Histoire maritimes en Afrique : « Les Batanga du Cameroun, du drame au miracle », Commémoration du Centenaire de l'histoire tragique des conséquences de la première Guerre Mondiale sur les peuples côtiers d'Afrique : le cas des massacres par l'Armée allemande, de l'évacuation par mer et de l'exil forcé des Batanga du Cameroun entre 1915 et 1916. Recherche publiée dans l'Hebdomadaire Jeune Afrique n°2887 du 08 au 14 Mai 2016, pp.32 et suiv., Mai 2016 et Mai 2017

Martin NDENDE, Les perspectives du développement de l'arbitrage maritime en Afrique : le cas du Togo", Colloque international pour la création de la Cour d'Arbitrage et de Médiation du Togo (CATO), Lomé 19-20 Octobre 2017.

Martin NDENDE, Transport multimodal, facilitation des échanges et rôle des Guichets uniques du commerce extérieur en Afrique", Séminaire des Nations-Unies (CEA) pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'Economie bleue et de la Planification économique au Togo, Lomé, 30 Octobre au 03 Novembre 2017.

Martin NDENDE, Développement des activités pétrolières et autres industries extractives en Afrique : Quel cadre juridique et comment négocier les contrats ?", Séminaire des Nations-Unies (CEA) pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'Economie bleue et de la Planification économique au Togo, Lomé, 30 Octobre au 03 Novembre 2017.

Martin NDENDE, Transformative Growth in Eastern Africa: Catalysts and Constraints »: The Blue Economy, how to leverage its full potential"? United-Nations (ECA) 21st Meeting of the Intergovernmental Committee of Experts (ICE) organized by the Sub-Regional Office of East-Africa (SRO-EA), Moroni, Comoros, 7-9 November 2017.

Martin NDENDE, Natural resources Contract Negotiations: How to strengthen the capacity building and the legal and contractual framework in Africa?", 3rd Annual United Nations (ECA) Workshop on "*Building Africa's Negotiating Capacity for improved Engagement with the World*", Accra, Ghana, 5th-8th December 2017.

Martin NDENDE, Strengthening the capacity of African Governments in contracts negotiation, implementation and monitoring in the extractive sector", United-Nations (ECA) Capacity building Seminar on "*The Mining and Industrial Development in Africa, Inter-sectoral linkages and Capacity Development*", Addis-Ababa, 15-21 December 2017

Axe III - Sécurité et Sûreté Maritimes

Ce troisième axe est l'occasion de développer une réflexion sur les exigences de sécurité en vue de la navigation maritime et de la protection de l'environnement marin. Il est l'occasion de s'interroger sur l'existence du droit de la mer et du droit maritime, dans leurs rapports avec les violences en mer, la piraterie en haute mer, les trafics illicites. Les évolutions techniques permettent le développement de nouvelles activités en mer, mais leur encadrement normatif nécessite aussi le développement de coopérations interétatiques. Comment rendre « paisible » les activités en mer ?

Publications

- 1) Notes de jurisprudence. Autres publications

Patrick CHAUMETTE ? « *THISSEAS : Condamnation pour pollution marine – Amende d'un million d'euros (TGI Brest 17 janvier 2017)* », Carnet de recherche Human Sea, billet publié le 8 février 2017, <http://humansea.hypotheses.org/753>

Patrick CHAUMETTE, « *Cybersécurité dans le domaine maritime* », Carnet de recherche Human Sea, billet publié le 22 février 2017, <http://humansea.hypotheses.org/771>

Patrick CHAUMETTE, « *Reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur à la suite d'un accident du travail maritime* », Cass. civ. 2^{ème}, 15 décembre 2016, n° 15-780, DMF 2017, n° 789, pp. 208-210.

Patrick CHAUMETTE, « *Piraterie en Méditerranée et action médiatique ? Les dérives du navire C-Star*, Carnet de recherche Human Sea, billet publié le 25 août 2017, <http://humansea.hypotheses.org/878>

Patrick CHAUMETTE, « *Détournement de la convention SAR ? Sauvetage en mer, code italien de déontologie des ONG et garde-côtes libyen* », Carnet de recherche Human Sea, billet publié le 28 août 2017, <http://humansea.hypotheses.org/889>

Patrick CHAUMETTE, « *La faute inexcusable de l'employeur vis-à-vis d'un marin embarqué irrégulièrement* », Cass. Civ. 2^{ème}, 15 juin 2017, n° 15-24510, navire de pêche Vent Divin, DMF 2017, n° 795, pp. 809-815. *Dr. soc.* 2017, n° 12, pp. 1089-1092.

4) Conférences

Patrick CHAUMETTE, Organisation, animation et présidence du Séminaire, « *La dimension européenne de la sûreté et de la sécurité maritimes. Aspects juridiques et opérationnels de l'action en mer* », Programme européen ERC Advanced Grants 2013, Human Sea, n° 340770, Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, Nantes, 26 octobre 2017.

III - Publications du CDMO

1 - Neptunus, revue électronique du CDMO

Neptunus a poursuivi son cheminement en 2017, avec une 23^{ème} année.

Volume 23, 2017/4

- Antonio MANIATIS, [La piraterie en Afrique](#)
- Laurent FEDI et Robert RÉZENTHEL, [La fourniture de services portuaires et la transparence financière des autorités portuaires](#)
- André TCHIMMOGNE, [L'entrée en vigueur de l'Accord sur la Facilitation des Echanges \(AFE\) et les transports de marchandises dans les Etats de la CEMAC](#)
- François DANIEL, [Immatriculation des navires et objets spatiaux en droit international public](#)
- Michel MORIN, [L'arbitrage sur le différend maritime entre la Slovénie et la Croatie](#)

Volume 23, 2017/3

- Sandrine DRAPIER, [Bataille des lois applicables au contrat d'engagement maritime international \(comparaison des dispositions impératives, pour quelle raison ?\)](#)
- Patrice A. EDORH-KOMAHE, [La détermination de la cause des sinistres dans l'assurance maritime des risques de guerre](#)
- Michel MORIN, [La pollution de l'air par les navires: la fracture atmosphérique de la latitude 48° 30' en Atlantique Nord-Est](#)
- Kharis OLINAMUNGU MIHIGO, [Evaluation of EU/ ACP fisheries partnership agreements: In the light of the report of the Court of Auditors of the EU, Critical analysis](#)
- André TCHIMMOGNE, [La ratification par le Cameroun de la Convention sur le contrat de transport international de marchandises entièrement ou partiellement par mer dite "Règles de Rotterdam": une avancée inouïe ou un pas hâtif dans la CEMAC?](#)

•

Volume 23, 2017/2

- Patrick CHAUMETTE [Piraterie et proposition d'amendements 2017 de la Convention MLC 2006 de l'OIT](#)
- Martin ONDO OVONO [L'anti-suit injonction en droit maritime](#)
- Alice MOTTE et Florence DAUBRÉE [La prise en compte du préjudice écologique par les polices d'assurances](#)
- Alexandre BACHY et François DANIEL [La faute nautique, un cas excepté d'exonération de la responsabilité du transporteur maritime](#)

•

Volume 23, 2017/1

- Matthieu TRABUCATTI [Réflexions sur l'avenir du droit maritime: se dirige-t-on vers un amarrage du droit maritime au droit commun ?](#)
- Patrick CHAUMETTE [L'accord-cadre de 2010 entre la France et Maurice sur cogestion de l'île de Tromelin - Modèle ou épouvantail ?](#)
- Raphael Magno VIANNA GONÇALVES & Jonathan RUILLE [Conservation and sustainable use of marine biodiversity in areas beyond national jurisdiction](#)
- Franck SCHOEFS [Énergies marines renouvelables en France : un avenir de plus en plus certain pour une réelle opportunité pour la France](#)

2 - ADMO

2017 a vu la publication du 35^{ème} tome de l'Annuaire de Droit Maritime et Océanique (ADMO), 567 pages, 80 euros.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos François MANDIN et Patrick CHAUMETTE 7

Première Partie ÉTUDES ET TRAVAUX

I – Articles

Les 50 ans de l'allocution d'Arvid Pardo aux Nations Unies, Michel MORIN 13

Seapower, Thalassocratie, Puissance maritime, pseudo-concept ou notion théorisable ?, Paul-Alexandre JANSSENS. 35

La redéfinition des rapports du Royaume-Uni et des îles sous sa souveraineté de la mer des Caraïbes et de l'Atlantique du Nord-Ouest, Renan Le MESTRE 77

Et si la sentence arbitrale du 12 juillet 2016 laissait entrevoir une issue au différend relatif aux îles Senkaku / Diaoyu ?, Nicolas KEMPF . 109

Développement durable et droit de la mer, Nathalie ROS 147

La contractualisation des ressources minérales profondes par l'AIFM : une approche privative?, Sylvain MERCOLI . 193
La protection de l'environnement s'accorde-t-elle avec la sécurité maritime ? L'exemple de la réglementation des émissions de soufre, Melaine LOARER 211
Les innovations apportées au contrat de transport maritime de marchandises par le nouveau Code de la marine marchande CEMAC, Ebénézer KENGUEP 241
La saisie conservatoire des navires en zone CEMAC : Étude d'une institution au service des créanciers maritimes, Edouard KITIO . 273
La construction communautaire d'un droit des transports en Afrique centrale : marche et contre marche de l'intégration sous régionale, Jean-Claude NGNINTEDEM . 307

II – Programme FEMMAR

La mer au féminin, Essai pluridisciplinaire sur l'évolution du rôle et du statut des femmes dans les activités maritimes, Gwenaële PROUTIERE—MAULION, Helen MAULION, Yvonne GUICHARD-CLAUDIC . 341
Conclusion générale .. 517
Bibliographie 523
Annexes 533
Seconde Partie VEILLE JURIDIQUE mai 2016 – mai 2017
Réglementation . 563
Travaux du Tribunal International du Droit de la Mer 565
TABLE DES MATIÈRES 567

3 - Billets du carnet de recherche Human Sea

Programme ERC Advanced Grant 2013 n° 34077

[Le Parlement européen défend ses attributions au sein de la PESC - Le Parlement européen défend ses attributions au sein de la PESC à propos des accords de transferts en matière de lutte contre la piraterie](#), CJUE (grande chambre) 14 juin 2016, aff. C-263/14, Commission c/ Conseil, soutenue par Tchéquie, Suède et Royaume-Uni, par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet publié le 3 janvier 2017.

[Protection du thon rouge en Méditerranée et responsabilité pénale de Greenpeace](#). Note sous Cour de cassation, chambre criminelle, 16 novembre 2016, n° 14-86.980, par Florian THOMAS, doctorant, CDMO, université de Nantes, billet publié le 10 janvier 2017.

[THISSEAS : Condamnation pour pollution marine – Amende d'un million d'euros \(TGI Brest 17 janvier 2017\)](#), par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet publié le 8 février 2017.

[Deepwater Horizon : quelles conséquences psychologiques ?](#), par Jonathan RUILLE, post-doctorant du programme Human Sea, chercheur au LEMNA, publié le 9 février 2017.

[Cybersécurité dans le domaine maritime](#), par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet publié le 22 février 2017.

[Protection sociale et résidence du marin](#) - Décret n° 2017-307 du 9 mars 2017 relatif à l'affiliation des gens de mer marins, résidant en France et embarqués sur un navire battant pavillon d'un Etat étranger, mentionnés à l'article L. 5551-1 du code des transports, aux régimes gérés par l'Etablissement National des Invalides de la Marine, JORF n° 60 du 11

mars 2017, par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet
publié le 13 mars 2017.

[Droit de poursuite et pêche illicite, le renouveau d'un mécanisme juridique de lutte contre les activités illicites en mer](#), par Yann TEPHANY, doctorant du programme Human Sea, CDMO, université de Nantes, billet publié le 16 mars 2017.

[La révision de la Convention n° 185 de l'OIT de 2003 relative à la Pièce d'identité des gens de mer \(PIGM\)](#), par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet publié le 26 juin 2017.

[Tiran et Sanafir, îles entre Sinaï et Péninsule arabique](#), par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet publié le 4 juillet 2017.

[La France vers la ratification des protocoles SUA 2005](#), par Yann TEPHANY, doctorant du programme Human Sea, CDMO, université de Nantes, billet publié le 5 juillet 2017.

[Les cyberattaques en mer: quel espace pour la légitime défense ?](#), par Federica MUSSO, Docteur en droit international et de l'Union européenne de l'Université de Macerata (Italie), chercheuse invitée du Programme Human Sea, université de Nantes, billet publié le 7 juillet 2017.

[Une action onusienne par délégation pour assurer la sécurité en mer](#), par Gaëtan BALAN, doctorant du programme Human Sea, CDMO, université de Nantes, billet publié le 10 juillet 2017.

[La Pologne, un maillon stratégique pour la coopération européenne ?](#), par Danilo GARCIA CACERES, enseignant-chercheur à l'Université Centrale de l'Equateur, post-doctorant du programme Human Sea, université de Nantes, billet publié le 13 juillet 2017.

[Piraterie en Méditerranée et action médiatique? Les dérives du navire C-Star](#), par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet publié le 25 août 2017.

[Détournement de la Convention SAR ? Sauvetage en mer, code italien de déontologie des ONG et gardes-côtes libyens](#), par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet publié le 28 août 2017.

[Un technicien de ROV est-il un marin ?](#) par Florian THOMAS, doctorant, CDMO, université de Nantes, billet publié le 12 septembre 2017.

[L'arrêt de la chambre spéciale du TIDM dans l'affaire du différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire](#), par Valérie BORÉ EVENO, Maître de conférences, CDMO, université de Nantes, billet publié le 2 novembre 2017.

[La fin du pétrole offshore ? Au-delà du symbole?](#), par Patrick CHAUMETTE, professeur, CDMO, université de Nantes, billet publié le 11 décembre 2017.

[L'Union et les territoires ultra-marins: une présence européenne sur les océans](#), par Gaëtan Balan, doctorant du programme Human Sea, CDMO, université de Nantes, billet réalisé dans le cadre de l'atelier blogging organisé par Alliance Europa, le 27 novembre 2017, publié le 22 décembre 2017.

IV - Colloques du CDMO

1 - Journées d'études 2017 de l'Observatoire des Droits des Marins

L'impact de la Convention Internationale 188 de l'OIT sur le travail à la pêche
15 et 16 juin 2017, Nantes

PROGRAMME_Impact_C188_pêche_15-16_juin-2017_JEODM.pdf (http://www.obs-droits-marins.fr/bibli/articlesPage/554/docs/programme_impact_c188_peche_15_16_juin_2017_jeodm.pdf)

Jeudi 15 juin APM 2017 •

Etat des lieux des conditions de travail à la pêche

: Introduction par Patrick Chaumette

La Convention de l'OIT sur le travail dans la pêche de 2007 (C188). Une analyse de la Convention en lien avec le travail décent et la pêche illégale, par Seyed Hossein Sadat Marashi.

Le travail de l'OIT pour promouvoir et mettre en œuvre la convention n°188, par Brandt Wagner «Quel serait l'impact pour la France sur la formation, notamment en termes de sécurité, de l'entrée en vigueur de la STCW-Fish ?», par Florence Blot

Analyse de la mise en œuvre de la C188 par Isabelle Thomas
(accord de principe, sous réserve de son agenda).

Vendredi 16 juin 2017 •

Champ d'application de la Convention (le navire, le type de pêche et les pêcheurs) par François Mandin

La durée du travail par Olga Fotinopoulou Basurko

Recrutement et placement par Alexandre Charbon

La rémunération à la pêche par María Isabel Ribes Moreno.

Sécurité et santé au travail, la prévention des accidents de travail par Julio Louro Rodríguez

Protection en cas de maladie, lésion ou décès liés au travail et en cas d'abandon d'équipage par Xosé Manuel Carril Vázquez.

Incorporation de la C188 en droit français, par Chantal Reland et Thibault Rochard

Lutte et contrôle de la pêche INN, par Michel Morin

Respect et application des conventions internationales, par Patrick Chaumette

Synthèse et clôture des Journées par Patrick Chaumette

2 – Programme du Séminaire Human Sea

2.1 - L'exploration et l'exploitation offshore gazière et pétrolière. Prévention et responsabilité civile.

Mercredi 28 juin 2017

Mot d'accueil - Patrick CHAUMETTE, Professeur, coordinateur du programme Human Sea, Université de Nantes

Le cadre juridique international de protection de l'environnement marin – Danilo GARCIA, Maître de conférences de droit international à l'Université Centrale de l'Equateur, postdoctorant du programme Human Sea

La directive européenne sur la sécurité des opérations pétrolières et gazières en mer - Pierre VOLONDAT, étudiant de Master 2 Spécialité : Droit et sécurité des activités maritimes et océaniques de l'Université de Nantes

Le devoir de vigilance de l'opérateur principal - Florian THOMAS, doctorant de l'Université de Nantes

La planification antipollution sur les plateformes offshore et les méthodes d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures : regard sur les cas du Montara et Deepwater Horizon - Vassilis TSIGOURAKOS, Ingénieur, Service Etudes et Formation, Cedre

Le régime de responsabilité civile comparé dans les cas de marées noires: Plateformes offshore et navires pétroliers - Raphael VIANNA, Docteur en Sciences Juridiques de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, postdoctorant du programme Human Sea

Civil Liability for Exploration and Exploitation of Offshore Oil and Gas in the Arctic: the situation in the Barents Sea - Kristoffer SVENDSEN, Docteur en Droit de l'Université de l'Arctique (Norvège), chercheur invité du programme Human Sea

Exploration and Exploitation of Offshore oil and gas - What future for civil liability in the EU - Béatrice SCHÜTTE, Docteure en Droit de l'Université d'Aarhus (Danemark), chercheuse invitée du programme Human Sea

Clôture - Patrick CHAUMETTE

2.2 - La dimension européenne de la sûreté et de la sécurité maritime : Aspects juridiques et opérationnels de l'action en mer

Jeudi 26 octobre 2017

Amphithéâtre Simone WEIL de la Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, à Nantes

Objectif : Analyser la dimension européenne de l'action en mer, les enjeux de souveraineté et de la protection des ressources, à travers une discussion pluridisciplinaire des obligations conventionnelles et des actions des agences maritimes européennes.

Ce séminaire s'inscrit dans le 4^{ème} *Work Package* du programme de recherche *Human Sea* qui s'intéresse aux « *Nouvelles activités en mer - Analyses préliminaires du cadre juridique* ».

Il s'agit d'étudier notamment :

- Les influences et ambitions maritimes internationales de l'Union européenne
- Les défis migratoires et les trafics illicites en mer
- Le rôle des agences maritimes européennes

LES INTERACTIONS ENTRE LE DROIT INTERNATIONAL ET LE DROIT EUROPEEN

: Ouverture du colloque, Patrick CHAUMETTE, Professeur, Université de Nantes, coordinateur du programme *Human Sea* (France)

1 Gouvernance des Océans

- *La gouvernance des océans et le rôle de l'Union européenne*, ou "*La gouvernance des océans et la contribution de l'Union européenne à la structuration de l'ordre juridique international*", Serge BESLIER, Directeur honoraire de la Commission européenne et Administrateur en chef des Affaires maritimes (retraité de l'UE)
- *L'action en mer de l'Union européenne et la protection des Droits de l'Homme*, Danilo GARCIA-CACERES, Docteur en droit, Université de Paris 1 (Panthéon - Sorbonne), post-doctorant (programme *Human Sea*) (France)

2 L'influence du droit international sur les initiatives régionales

- *L'opération Sophia de l'Union européenne et le rôle du Conseil de sécurité de l'ONU*, Federica MUSSO, Docteure en droit, Université de Macerata (Italie)
- *La dynamique entre l'Union européenne et l'Organisation maritime internationale*, Henrik RINGBOM, Professeur II, Institut scandinave de droit maritime, Université d'Oslo (Norvège)

LA COOPERATION OPERATIONNELLE ORCHESTREE PAR L'UNION EUROPEENNE

Présidence : Chahira BOUTAYEB, Maître de conférences, HDR en droit public, Université Paris 1 (Panthéon – Sorbonne) (France)

1 Le recours aux agences : un modèle en plein essor

- *AESM – Entre diversification des missions et renforcement des moyens : les limites de l'intégration maritime européenne*, Peter LANGLAIS, Docteur en droit, Université Paris 2 (Panthéon – Assas) (France)
- *La fonction garde-côtes au sein de l'Union européenne : une mise en œuvre inter-agences*, Gaëtan BALAN, Doctorant en droit (programme *Human Sea*), Université de Nantes (France)

2 L'engagement de la responsabilité de l'Union européenne

- *La responsabilité de l'agence Frontex : des incertitudes persistantes*, Carole BILLET, Maître de conférences, Université de Nantes (France)
- *Prospective : Vers une responsabilité internationale de l'Union européenne ?*

Table Ronde : Quels défis pour une nouvelle gouvernance maritime européenne ?

Experts de la Table Ronde :

- Pascal SAVOURET, Directeur exécutif de l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECF), Vigo (Espagne)
- Vytautas LUKAS, Operational Officer, Sea Border Sector, Joint Operations Unit - Operations Division de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), Varsovie (Pologne)
- Willem de RUITER, ancien Directeur exécutif de l'Agence européenne de sécurité maritime (AESM), Conseiller spécial, Politique maritime, Foresight International Policy and Regulatory Advisers (FIPRA), Bruxelles (Belgique)

Propos conclusifs par Patrick CHAUMETTE